



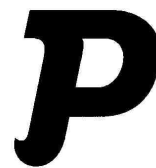
Union Départementale
des Syndicats CGT
8, Place Malus
18000 BOURGES

-0-0-0-

ISSN 1168-0423

Prix : 0,15 €

Dispensé du Timbrage
Bourges CTC



PRESSE
DISTRIBUÉE PAR
LA POSTE

N° 315
JANVIER 2009

Déposé le 23.01.2009

Edito

ENSEMBLE LE 29 JANVIER NOUS POUVONS CHANGER LE RAPPORT DE FORCE

Chaque jour, dans de très nombreuses entreprises, des milliers et des milliers de salariés rejettent la fatalité, refusent de payer, au prix fort, les conséquences d'une crise dont ils ne sont pas responsables.

Face aux destructions d'emplois, au chômage partiel, à l'intensification du travail pour ceux qui en ont un, face aux insuffisances criantes du pouvoir d'achat, aux difficultés des services publics pour assumer leurs missions, des actions revendicatives de toutes natures se développent.

Cette riposte, cette exigence de changement de politique économique et sociale, tous les salariés actifs, retraités et chômeurs, la jeunesse de notre pays en expriment le besoin urgent.

Plus que jamais, la CGT propose aux salariés de s'engager dans l'action revendicative

Le contexte change !

CGT, CFDT, FO, CFTC, CGC, FSU, Solidaires et UNSA se sont accordés sur des propositions et revendications fortes pour aider les salariés à changer le rapport des forces et peser plus fort sur les décisions du patronat et du gouvernement.

Dans cette démarche, sans précédent dans l'histoire syndicale et sociale de notre pays, toutes les organisations syndicales nationales proposent à tous les salariés de s'unir et d'agir ensemble.

Elles appellent à faire du 29 janvier 2009 une puissante journée nationale de mobilisation interprofessionnelle, de grève et manifestation.

L'avalanche de «réformes» qui conduisent toutes à de gravissimes retours en arrière, se voit désormais opposée un front syndical uni sur des objectifs revendicatifs, capable de donner espoir et de rassembler des millions de salariés le 29 janvier 2009.

Ensemble, les organisations syndicales affirment que « les seules lois du marché ne peuvent régler tous les problèmes » et soulignent « la responsabilité de l'Etat et de l'Union européenne » pour décider de politiques publiques favorisant la relance économique.

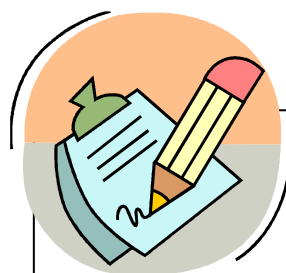
La CGT, qui a beaucoup contribué à créer les conditions de cette situation hommes et femmes, actifs, retraités et chômeurs, jeunes au travail ou rejetés dans la misère et l'exclusion, Français et immigrés, à se rassembler avec toute la force de leurs convictions et leur volonté de changer la donne économique et sociale.

La crise, c'est eux, les solutions, c'est nous tous !

Jean-Pierre PLANSON
Secrétaire Général de l'UD-CGT

Sommaire :

<i>Edito : Tous ensemble le 29 janvier 2009</i>	<i>p. 1</i>
<i>Déclaration du Secrétaire Général de l'Union Locale de St-Florent</i>	<i>p. 2</i>
<i>29 Janvier : Tract</i>	<i>p. 3 à 6</i>
<i>Retraites complémentaires</i>	<i>p. 7</i>
<i>Formation syndicale > Rappel des stages</i>	<i>p. 8</i>



29 JANVIER 2009

RASSEMBLEMENTS à

- ☞ **BOURGES** 10 h 30
Place Séraécourt
- ☞ **VIERZON** 10 h 30
Forum République
- ☞ **ST AMAND** 10 h 30
Place de la République
- ☞ **ST FLORENT** 10 h 30
Place de la République
- ☞ **LA GUERCHE** 11 h 00
Place du Gal de Gaulle



***DECLARATION de Michel PINAULT,
Secrétaire de l'Union Locale CGT de St-Florent
à l'Assemblée des Militants(es) du 9 Janvier 2009***

Si nous avons provoqué cette réunion, c'est que nous estimons qu'il y a urgence à réagir face à une situation sociale devenue invivable par la majorité d'entres nous. Quelque soit notre statut, salariés du public, du privé, retraités, sans emploi, c'est à nous tous que l'on fait payer cette crise du capitalisme qui a montré ses effets pervers et alors que nous en sommes nullement responsable. A aujourd'hui l'urgence n'est pas de travailler, le dimanche, ou jusqu'à 70 ans !!!

Non, l'urgence est à imposer des nouveaux choix de société, avec une juste répartition des richesses, ou le facteur humain retrouvera toute sa valeur en lieu et place de la course effrénée aux profits.

L'accès aux soins ne doit pas dépendre de critères de rentabilité sans risquer de vivre des situations tragiques comme cela a été plusieurs fois le cas dernièrement. Des moyens doivent être donnés aux instituts comme Chantoiseau pour répondre efficacement aux problèmes que pose le handicap.

Idem pour les services publics, dont la mission est de répondre aux besoins des populations, les réductions massives d'effectifs programmés n'allant pas dans ce sens, doivent donc être remises en cause.

De nouvelles orientations doivent être prises pour garantir un pouvoir d'achat suffisant à l'existence de chacun, condition sine qua non a une véritable relance de l'économie. Nous ne pouvons tolérer, qu'au 21ème siècle, dans un pays riche, voire des personnes mourir de froid dans la rue, des milliers de retraités vivant en deçà du seuil de pauvreté et des salariés incapables de faire face à leurs dépenses vitales, situation accentuée ces derniers temps par les mesures de chômage partiel subies par les salariés du secteur automobile.

Avec les politiques nous devons obtenir un soutien de l'industrie automobile dans les plus brefs délais et exiger le complément de salaire en période de chômage partiel. L'initiative du Député Alain Bocquet d'une proposition de loi, pour que les dividendes des actionnaires soient amputés de manière à financer l'intégralité des salaires répond à l'attente des salariés. Des milliards ont pu être distribués au secteur bancaire pour continuer de spéculer sur notre dos, des moyens doivent également être dégagés pour soutenir l'industrie en générale et l'automobile en particulier, fortement implantés sur le bassin d'emploi de St Florent, avec WAGON à nouveau en situation délicate (actuellement en redressement judiciaire) et LISI pour ne citer qu'eux.

Un frein doit également être mis en place afin de stopper les délocalisations sauvages, toujours au nom d'une plus grande rentabilité, pour exemple, le montage de plaques de cuisson en TURQUIE par ROSIERE qui voit fondre ses effectifs d'année en année.

Face à cette situation, notre riposte se doit d'être à la hauteur des enjeux de la société à laquelle nous aspirons. C'est pourquoi, une journée d'action intersyndicale et interprofessionnelle a été décidée pour le 29 janvier dans tout le pays avec appel à des débrayages et manifestations.

Ce rendez-vous doit mobiliser au maximum, chacun d'entres nous devant œuvrer pour assurer une totale réussite de cette journée.

-0-0-0-0-0-0-



Le 29 Janvier 2009

**Tous
ENSEMBLE !**

Tél. : 02 48 21 24 79
Fax : 02 48 21 24 89
Email : cgt.ud.cher@wanadoo.fr
Site : <http://www.ud18.cgt.fr>

CONTRE

☞ **LA POLITIQUE DU
PATRONAT ET DU
GOUVERNEMENT !**

POUR

☞ **L'EMPLOI, LES SALAIRES,
LES RETRAITES ET LE
SERVICE PUBLIC !**

Prenant appui sur la crise financière, le gouvernement détourne l'argent public pour sauver les mafias financières, accroître les profits des spéculateurs et continuer à exonérer d'impôt les plus riches.

Devant la situation de faillite sociale et le marasme économique, la CGT refuse que le monde du travail paie les pots cassés à la place des véritables responsables de la crise.

Depuis plusieurs mois, la CGT travaille activement à l'unité syndicale pour créer le rassemblement le plus large et le plus unitaire.

Ces efforts ont permis de déboucher sur un appel commun de l'ensemble des organisations syndicales à une journée nationale d'action, de grève et de manifestation inter-professionnelle le 29 Janvier.

LAURENCE PARISOT DEVIENT FERME!



Pour l'Union Départementale CGT du Cher, cette mobilisation doit être l'occasion de continuer à construire les convergences entre le Privé et le Public, conditions indispensables pour gagner sur les revendications.

Les organisations syndicales du Cher
Cgt, Fo, Cfdt, Cgc, Cftc, Fsu, Unsa et Solidaires
appellent l'ensemble des salariés du privé du public
à des arrêts de travail et à manifester le 29 janvier 2009
BOURGES 10 h30 Place Séraucourt
VIERZON 10 h 30 Forum République
ST FLORENT 10 h 30 Place de la République
ST AMAND 10 h 30 Place de la République
LA GUERCHE 11 h 00 Place du Général de Gaule

Restaurons la puissance publique pour imposer d'autres choix axés sur le développement économique, le progrès social et fondés sur une autre répartition des richesses rompant avec la dictature des marchés financiers

**OPPOSONS AU GOUVERNEMENT ET AU PATRONAT,
UN FRONT COMMUN !**

POUR L'EMPLOI :

FIN 2008: 200 000 Chômeurs en plus, cela suffit!!!

- Le bureau International du Travail annonce la perspective de 20 Millions de chômeurs supplémentaires dans le monde.
- Les répercussions sont déjà visibles avec 20 000 emplois d'intérimaires en moins sur le sol national et la perspective, pour le mois de Janvier d'une perte sèche de 90 000 emplois industriels.
- **La perte d'un emploi dans le secteur de l'industrie induit la suppression de 5 emplois.**
- Chaque jour sont annoncées des restructurations, des mises en chômage technique, une aggravation de la précarité pendant que les traders des places boursières mondiales continuent à toucher des milliards de bonus, que les revenus des patrons augmentent, **que les 1000 contribuables les plus fortunés se voient rembourser en moyenne, par l'Etat, 250 000 € au titre du bouclier fiscal.**

***La politique du gouvernement :
C'est la nationalisation des pertes
et la privatisation des profits!!!***

**Comment ne pas dénoncer le silence
complaisant du gouvernement à
l'égard des entreprises réalisant des
bénéfices, comme à MOLEX, qui au
prétexte de la crise, procèdent à des
délocalisations scandaleuses ?**

ENSEMBLE, EXIGEONS !

- ➔ L'arrêt des suppressions d'emploi et des licenciements
- ➔ L'interdiction des licenciements dans les entreprises qui font des bénéfices
- ➔ Un plan de sauvegarde et de relance de l'économie basé sur la croissance, l'emploi et les salaires
- ➔ Une véritable politique de développement industriel.

POUR LES SALAIRES :

Alors que les patrons du CAC 40 gagnent 4000 fois le SMIC, les salaires stagnent et le coût de la vie augmente !

- En moyenne, les revenus des salariés sont absorbés à 75% par les dépenses contraintes (eau, gaz, électricité, loyer, nourriture...).
- Selon l'Insee, entre 2002 et 2006, le nombre de familles rencontrant des difficultés pour payer leur loyer a augmenté de 30%.
- 500.000 ménages présentent des impayés de loyer de plus de deux mois, soit une augmentation de plus de 96% entre 2002 et 2006 dans le parc privé et de plus de 58% dans le parc public.

555
milliards d'€
C'est le montant annuel du gâchis fiscal soit :

- 65 Milliards d'aides publiques aux entreprises sans contrepartie d'embauche
- 400 Milliards Plan en faveur des banques
- 75 Milliards Niches fiscales
- 15 Milliards de Paquet Fiscal

Avec la politique de casse des salaires, de démantèlement des garanties collectives et sociales, de chantage à l'emploi exercé par les patrons pour ne pas payer les heures supplémentaires, le nombre de travailleurs pauvres ne cesse d'augmenter.

- 4 Millions de salariés sont à temps partiel soit 17% de la population active. 2,5 Millions sont en CDD et en intérim.
- 13,2% des Français vivent en dessous du seuil de pauvreté et un salarié sur deux perçoit une rémunération de moins de 1000 euros par mois.
- Sur 4 ans, la baisse enregistrée du pouvoir d'achat des fonctionnaires représente un douzième des revenus annuels.

• **ENSEMBLE EXIGEONS :**

- ➔ Un salaire minimum PRIVE-PUBLIC à hauteur de 1600 €
- ➔ L'augmentation générale des salaires, des traitements et pensions et minima sociaux
- ➔ Une véritable sécurité sociale professionnelle permettant la reconnaissance des qualifications, assurant un déroulement de carrière garantissant le droit à un emploi stable et correctement rémunéré et un véritable droit à la formation professionnelle tout au long de son parcours.

POUR LES SERVICES PUBLICS :

Avec la Révision Générale des Politiques Publiques, SARKOZY entend tailler en pièce le Service Public en privatisant comme à LA POSTE l'ensemble des missions jugées rentables et en faisant disparaître tout le reste

- En 2009, le mouvement de suppressions d'emploi s'accélère avec plusieurs dizaines de milliers de postes en moins pour l'ensemble du secteur public.
- Les fermetures d'hôpitaux, d'écoles, de maternités, de bureaux de poste, d'agences EDF, de lignes ferroviaires et de perceptions se succèdent laissant des territoires entiers à l'abandon.
- En sacrifiant 400 Milliards d'Euros dans les caisses de l'Etat pour maintenir sous perfusion un système financier pourrissant et en refusant d'investir dans la santé, l'éducation, l'emploi... ce gouvernement ne cache plus ses intentions de précariser encore plus le monde du travail et de creuser les inégalités sociales.
- Avec le projet de loi sur la mobilité ouvrant la porte à la généralisation des licenciements de fonctionnaires, le gouvernement s'attaque frontalement au statut de la Fonction Publique, un des principaux obstacles à son projet d'anéantissement des Services Publics.

ENSEMBLE EXIGEONS :

- ⇒ Le retrait de la RGPP et du projet de loi sur la mobilité.
- ⇒ Le maintien et le développement d'un service public de qualité et de proximité.
- ⇒ Pour l'arrêt des suppressions d'emplois et la fermeture des Services Publics
- ⇒ Contre toute forme de privatisation.

PAUVRES TRAIERS:
CETTE ANNÉE ILS VONT DEVOIR
SE SERRER LA CEINTURE!



GENERALISONS l'action
pour mettre en échec les projets liquidateurs
du gouvernement et du patronat
tels que la retraite à 70 ans, la baisse drastique
des retraites et pensions
ou encore le travail du Dimanche,
pour les salaires, l'emploi et les services publics.

RASSEMBLEMENTS à

☛ BOURGES	10 h 30	Place Séraucourt
☛ VIERZON	10 h 30	Forum République
☛ ST AMAND	10 h 30	Place de la République
☛ ST FLORENT	10 h 30	Place de la République
☛ LA GUERCHE	11 h 00	Place du Général de Gaulle

LE 29 JANVIER C'EST AUSSI SE MOBILISER POUR LES RETRAITES COMPLEMENTAIRES

Dénoncée depuis des années par la CGT et de nombreux économistes, l'inégalité de répartition des richesses est aujourd'hui reconnue comme un des fondements de la crise actuelle.

Depuis 1980, la part des salaires et des prestations sociales a diminué d'une dizaine de points dans le produit intérieur brut au bénéfice des profits :

- L'actionnaire se frotte les mains, tandis que le salarié est trop pauvre pour acquérir ce qu'il a créé et soutenir l'activité économique à travers sa consommation.

- Le monde du travail, actif et retraité est frappé de plein fouet : fermetures d'entreprises, licenciements, chômage s'égrènent sans fin. Alors que les actifs se voient offrir la perspective de travailler jusqu'à 70 ans, les retraités ne sont pas non plus épargnés...

- Il est paradoxal de noter que pendant que les banques et les grandes entreprises bénéficient de subventions et de nouvelles exonérations fiscales et sociales, les retraités sont soumis à la portion congrue ; revalorisations à minima, restrictions sur toutes les mesures avancées par le Président de la République : allongement de la durée de cotisation pour les départs au titre de longue carrière, amélioration du minimum vieillesse refusée aux couples, durcissement des conditions pour la pension de réversion, alors que ces différents avantages sont destinés aux salariés les plus démunis. Sans oublier ni le report de la revalorisation des pensions du 1^{er} janvier au 1^{er} avril, ni surtout toutes les attaques contre le droit à la santé, la couverture sociale et les remboursements.

Les régimes de retraite complémentaire ARRCO AGIRC n'échappent pas à ces turbulences.

Au début 2009, de nouvelles négociations paritaires vont s'ouvrir pour définir l'évolution des paramètres de ces régimes au cours des prochaines années. Valeur du point et du prix d'achat de ces derniers (salaire de référence).

Par le biais du paritarisme et la vassalité de certaines organisations syndicales, le patronat a imposé au cours de ces dernières années une politique qui lui a permis de supporter la montée en charge démographique du « baby boom » sans contribution supplémentaire et en faisant encore accroître les réserves des régimes.

Cette politique n'est pas sans conséquences pour les cotisants et les allocataires. Les premiers achètent leurs points de retraite sur la base d'une valeur indexée sur les salaires (+ 3,0 % en 2007), les seconds en perçoivent les dividendes, c'est-à-dire la valeur du point à partir d'une indexation sur les prix, sur la base d'indices tarabiscotés (+ 1,60 %).

Résultat, le pouvoir d'achat des intéressés se réduit et les réserves s'accroissent (1) livrant ainsi l'argent des cotisants et allocataires aux turbulences des marchés boursiers.

L'objectif patronal de parvenir en 2020 à un taux de cotisation constant est en marche, alors que les demandes réitérées de la CGT d'instaurer un minimum de pension complémentaire à l'image du minimum contributif du régime général se heurtent à un refus constant.

Le devenir du régime des cadres l'AGIRC

Enfin, n'oublions pas qu'au centre de ces négociations, le devenir du régime des cadres l'AGIRC sera un sujet de première importance. Depuis des années ce régime est confronté à des difficultés objectives ; insuffisances des salaires (2), non prises en compte des avantages de fonction, logements, voitures, stock, option, assiette de cotisation conditionnée à l'évolution du plafond de la sécurité sociale. Ces différents éléments conduisent à un déficit récurrent. Au-delà d'une fusion inter-régimes demandée par certain et des conséquences financières qui en découleraient pour les salariés concernés, pèserait à terme l'existence même de la fonction de cadre dans la hiérarchie des emplois. Le régime de retraite étant un support fondamental de cette catégorie professionnelle.

La prise en charge de la perte d'autonomie engendrée par le vieillissement.

Enfin, n'oublions pas que les premiers mois de 2009 verront s'ouvrir au Parlement un débat sur le 5^{ème} risque, c'est-à-dire la prise en charge de la perte d'autonomie engendrée par le vieillissement.

Ici aussi se heurtent deux conceptions socio-économiques, celle que nous défendons à travers un système solidaire ; la Sécurité sociale qui doit prendre en charge l'assuré de sa naissance à son décès, et celle défendue par le Président de la République en personne qui incite les investisseurs privés à développer l'assurance individuelle en complément de la solidarité (3).

On imagine sans peine les conséquences d'une telle mesure si elle était généralisée.

Aujourd'hui plus que jamais l'heure est à la mobilisation avec l'UCR CGT.

N'attendons pas le traditionnel rendez-vous des revalorisations du 1^{er} avril pour agir. Ensemble, il faut informer, mobiliser à travers les réunions de reprises de cartes, les pétitions, etc... Renforcer nos rangs.

Après ces périodes de rencontres festives, de renouvellement des adhésions, renforcer nos rangs, c'est apporter la meilleure réponse à la crise et contribuer à garantir notre avenir et celui de nos enfants.

Aimé RELAVE

**Retraité des transports urbains de Saint-Étienne
Activité confédérale C.G.T. sur les questions de retraite**

1/ Montant des réserves :
5 millions en 2005
Montant total 52 MDS
5,6 millions en 2006
Prestations servies par exercice
3,5 millions en 2005
31.500 MDS en 2006
32.750 MDS en 2007

2/ on estime que plus de 20 % des salariés Cadres ont un salaire inférieur au plafond de la Sécurité sociale. Ils ne cotisent pas au régime et perçoivent la garantie minimale de points GMP.

3/ discours du Président de la République au rencontre des journalistes sociaux – 18/9/07.

RAPPEL DES FORMATIONS SYNDICALES

Journées d'Etudes régionales

«Préservation et valorisation des archives syndicales à Châteauroux du 24 au 26 Février

Stage Niveau 1 du 9 au 13 Mars

(organisé par l'Union Locale de Bourges)

Stage Niveau 1 du 16 au 20 Mars

(organisé par l'Union Locale de St-Amand)

Stage Niveau 2 2^{ème} partie du 16 au 20 Mars à St-Florent

Stage PRUDIS adressé en particulier aux nouveaux Conseillers Prud'hommes du 16 au 20 Mars à Bourges

Formation des élus aux Commissions de Réformes les 19 et 20 Mars à Bourges

Pour toutes ces formations, déposez vos demandes de congés éducation
UN MOIS AVANT le début du stage
et informez les Unions Locales et l'UD de vos inscriptions.

RAPPEL !!!! SOUSCRIPTION de l'UD-CGT du Cher
Encore beaucoup de lots sont à retirer au siège de l'UD – Place Malus à Bourges

* * * * *

**LA CRISE C'EST EUX,
LA SOLUTION C'EST NOUS**